

Agriculture et géopolitique : pour l'IFPRI, la hausse des prix alimentaires et les sécheresses figurent parmi les causes des conflits récents

29 mai 2015

En 2013, 46 % de la population dans les pays en développement habitaient dans des zones affectées par des conflits, contre 38 % à la fin de la guerre froide. Or, si l'insécurité alimentaire constitue une conséquence récurrente de ces conflits, elle peut également figurer parmi ses causes. Ce fut le cas notamment en Syrie, le pays ayant connu entre 2006 et 2010 (période précédant le soulèvement de 2011) de graves sécheresses. En analysant les conflits les plus récents, le chapitre 7 du nouveau *Global food policy report* de l'IFPRI apporte des recommandations destinées à renforcer la résilience de ces régions aux chocs extérieurs que peuvent être les hausses de prix alimentaires ou les sécheresses.

La récente escalade de violence au nord-est du Nigeria illustre le lien entre prix alimentaires et conflits. Une corrélation forte existe historiquement dans ce pays entre les hausses de prix des aliments et l'intensité de la guerre civile (voir graphique ci-dessous). Par ailleurs, au Mali, les sécheresses et l'avancée du désert, couplées à des politiques favorables à l'agriculture sédentaire au détriment du pastoralisme, ont contribué d'après les auteurs à attiser les tensions.



Source : IFPRI

La réponse à de telles crises et leur prévention passent, selon l'IFPRI, par des politiques destinées à renforcer la résilience des populations à ces chocs extérieurs. En matière de sécheresses, des exemples vertueux sont cités tels que le mécanisme d'aide alimentaire éthiopien, les systèmes d'information sur les prix ou les dispositifs de facilitation de l'accès au crédit. Concernant les chocs de prix alimentaires, les auteurs recommandent à court terme de conserver des mécanismes de sauvegarde contre les hausses brutales de prix mondiaux, en particulier pour les pays fortement dépendants des importations. L'utilisation de stocks comme stabilisateurs de prix a ainsi montré son efficacité dans des pays comme l'Inde, le Kenya ou la Zambie. À moyen terme, doivent être

développées des politiques qui permettent de renforcer la « capacité de transformation » des foyers ruraux, incluant l'investissement dans l'amélioration de la productivité et du revenu des petits producteurs.

Dans la perspective de la définition d'un agenda international de développement post-2015, les auteurs concluent qu'une attention particulière doit être portée sur les instruments permettant d'augmenter, dans les zones de conflit, la résistance des systèmes alimentaires à des chocs extérieurs.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : [International Food Policy Research Institute](#)